

PROGRAMME DE RECHERCHE IRMC/MOST

**Mondialisation, ajustement et transformations
des sociétés rurales dans les pays arabes méditerranéens
recherche comparée avec la rive nord de la Méditerranée**

Lettre de liaison n° 2

Éditorial

Cette seconde livraison de la lettre de liaison du projet MOST/IRMC est l'occasion pour nous de faire le point sur les activités de notre réseau durant l'année écoulée et surtout d'annoncer les activités de la nouvelle année.

Dans le cadre du projet MOST/IRMC trois études de terrain ont été lancées par des équipes associées (Algérie, Jordanie et Maroc). On trouvera dans cette lettre une présentation résumée de ces projets qui sont actuellement dans la phase de finalisation des résultats.

De même que l'on trouvera une présentation rapide du projet de recherche de l'équipe tunisienne constituée autour du projet MOST/IRMC. Le projet de cette équipe a bénéficié d'une subvention de recherche du gouvernement tunisien.

Le séminaire de novembre 1999 devrait clôturer le projet MOST/IRMC. Il sera l'occasion de mettre en commun les résultats des recherches des différentes équipes. Il sera aussi ouvert à d'autres contributions et aux chercheurs que vous voudrez bien nous indiquer.

Parallèlement au séminaire et dans la mesure où les financements le permettront, une rencontre jeunes chercheurs sera organisée afin de donner un prolongement à la problématique du réseau que nous avons constitué ensemble depuis plus de deux ans.

Avec mes meilleurs vœux pour l'année 1999.

Mohamed ELLOUMI
Coordinateur scientifique
du projet MOST/IRMC

Enquête de terrain Algérie

LE DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ

D'UNE RÉGION MÉDITERRANÉENNE DIFFICILE : LA WILAYA DE BÉJAIA DANS LE MASSIF DES BABOR (ALGÉRIE)

Abdel Madjid DJENANE
ISE-UFAS/Alger

Problématique

L'Algérie se prépare, à l'instar de tous les autres pays méditerranéens de la rive Sud, à s'insérer dans la *Zone de Libre Échange (ZLE) euro-méditerranéenne* et à faire face aux nouvelles contraintes d'échange international induites depuis 1994 par la nouvelle *Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*. Dans ce cadre, l'économie algérienne, peu ou pas performante, connaît un programme de réforme qui dure pour certains secteurs d'activité, comme l'agriculture, depuis une dizaine d'années déjà. Globalement, le programme d'ajustement structurel dont la mise en application a été retardée pendant de longues années, est à présent synonyme de privatisation de l'ancien secteur public économique, de libéralisation du commerce extérieur et surtout de régulation de toute l'activité économique et sociale par le marché.

La nouvelle politique économique, qui clôt l'ère du *développement national autonome et autocentré*, a déjà impulsé de nouveaux comportements et de nouvelles stratégies. Au niveau de l'Etat à qui incombait dans un passé récent le rôle de principal organisateur et de régulateur de l'activité économique et sociale, le désengagement de celui-ci du domaine de l'activité de production s'est soldé par la réorganisation de l'économie, c'est-à-dire par la privatisation, bien que plusieurs difficultés continuent à s'opposer au fonctionnement normal de cette économie. Au niveau de la société civile, qui fait face à une crise aiguë touchant à toutes les sphères d'activité, des efforts sont déployés pour faire émerger et consolider les nouveaux acteurs qui sont sensés relayer, du moins en théorie, l'Etat ? En effet, contrairement à plusieurs pays de la rive sud de la Méditerranée, l'Algérie se présente comme celui qui présente une courte expérience dans le domaine du *libéralisme économique*. Ajoutons à cela que la réforme de l'économie se fait depuis son lancement dans un climat de dégradation totale tant de l'activité économique elle-même que de l'organisation sociale et politique. Il s'agit ici des facteurs qui ont des effets néfastes sur le fonctionnement de toute l'économie.

Dès lors se pose la question de savoir comment un pays dont l'économie est en *crise*, une économie en situation de récession et de plus en plus vulnérable car de mono-exportation pétrolière, peut résister, dans le cadre promu par la toute nouvelle Organisation Mondiale du Commerce (OMC), à la concurrence des échanges internationaux et tirer avantage de son insertion dans l'économie mondiale ?

Cette situation est plus grave encore lorsque la réflexion se concentre sur le domaine particulier du développement agricole et rural puisque là aussi, l'agriculture algérienne est peu performante, voire la moins performante de toute la Méditerranée.

Dès lors, deux problèmes essentiels doivent être résolus et sont de fait soumis à la réflexion. Le premier consiste à apporter des éléments de réponse à la question de savoir comment une agriculture, par surcroît une économie peu performante, peut s'insérer activement dans le marché mondial et même concurrencer les agricultures et les économies les plus dynamiques. Le second est en relation avec la réorganisation de la société civile elle-même. Il convient de savoir comment cette dernière s'adapte au libéralisme économique, s'approprie les réformes de l'économie ou y résiste.

Dans ce sens, l'objet assigné à ce projet de recherche est de tenter de montrer comment est mise en application sur le terrain social, au plan local, la nouvelle politique de développement et de régulation économique. Plus précisément, il s'agira de répondre à une série de questions :

1- Comment est opéré le désengagement de l'Etat du secteur de la production, autrement dit quels sont les secteurs d'activité économique touchés par la politique de désengagement et quelle est leur importance par rapport au reste de l'activité économique locale ? Notre effort de recherche consistera à faire à ce niveau

un bilan, même sommaire, pour une région donnée, des secteurs d'activité et des entreprises existantes avant le lancement de la réforme et du programme d'ajustement structurel.

2- Dans le même ordre d'idées, la seconde question cherchera à savoir quels sont les secteurs ou activités pris en charge actuellement par les nouveaux acteurs et comment est organisée la profession dans chaque secteur ou activité ? Formulée autrement, la question revient à savoir quelles sont les activités économiques qui connaissent effectivement un intéressement et un développement dans le cadre du marché et comment est organisé ce marché ? Ce sera donc ici l'occasion de savoir, quelles sont les principales mutations enregistrées en matière d'activité économique et de savoir, quels sont les secteurs et activités qui sont en situation de développement, de stagnation ou de récession ?

3 - Les mutations étant générées par les acteurs, il convient alors de savoir quels sont la nature et l'effectif de ces acteurs et comment ceux-ci s'organisent au sein du métier ? Plus précisément, il s'agira de répondre à la question de savoir si la réforme de l'économie s'est soldée par une libre organisation de la société civile et si oui quelles sont les principales organisations mises en place ? Cette question est d'autant plus intéressante que l'Algérie fut connue dans un passé récent comme un pays où toutes les organisations n'émergeaient pas de la société civile elle-même mais avaient été mises en place et contrôlées par l'Etat. La réforme serait-elle donc parvenue à changer cette situation ?

4 - Enfin, dans le domaine particulier de l'agriculture et du monde rural, il s'agira de savoir quelles sont les principales mutations enregistrées et quels sont les mécanismes mis en place pour impulser et encourager ces mutations ? L'Etat n'intervenant plus directement dans le domaine de la production, il demeure cependant l'arbitre en matière de développement rural de même qu'il définit les voies et moyens nécessaires à l'objectif d'insertion de l'agriculture locale dans les marchés internes et extérieurs.

Notre choix quant à la zone étudiée est porté sur les Massifs des Babord, région du Nord-Est algérien. Les raisons de ce choix sont multiples.

Le Massif des Babor est, à l'instar de plusieurs Wilayates du nord du pays, une région montagneuse qui, d'un point de vue développement rural, est considérée comme une région difficile ou marginale mais qui se caractérise par une forte densité de population. Dit autrement, il est rationnel de considérer un processus de développement qui marginalise davantage des pans entiers de territoires et qui ne profite pas à la population. Mais malgré cette double contrainte, c'est dans cette même région, certes à faibles potentialités agricoles et à structures agraires anciennes (micro-exploitation), qu'existent les premiers indices d'ouverture et d'insertion active aux marchés extérieurs (existence de projets de partenariat de production et d'exportation de produits agricoles, quasi-monopole de production oléicole).

Région de peuplement dense offrant peu d'espace à l'agriculture, la région des Babor est aussi un réservoir de main-d'oeuvre qui ne parvient plus à être absorbée par les débouchés traditionnels (émigration et économie nationale, en situation de récession). De fait, il y a lieu de voir quelles sont les mutations enregistrées dans le milieu rural et comment à "crise" de l'économie algérienne, accompagnée d'un désengagement précipité de l'Etat, s'est-elle soldée au plan local, dans le Massif des Babor, par l'émergence de nouvelles activités rurales à même de contribuer à fixer la population active ? Quelles sont ces activités, ont elles un caractère durable et nécessitent-elles une prise en charge par les structures de l'Etat ? Dans le cas particulier du Massif des Babor, l'émigration joue-elle un rôle actif dans le développement local et peut-elle constituer un réseau de développement du partenariat méditerranéen ?

Cette recherche, pour rendre compte autant que possible des transformations enregistrés par l'économie au plan local, sera illustrée par le cas particulier de la Wilaya de Béjaïa, une des trois wilayates du Massif des Babor.

Méthodologie

La présente étude comportera deux parties. La première s'attachera à faire la présentation des principales transformations qu'a connues l'économie algérienne durant les dix dernières années, c'est-à-dire depuis le lancement en 1987 de la réforme du secteur agricole public. Elle sera étayée par des chiffres et tentera de présenter de façon synthétique les principaux résultats enregistrés en matière de programme d'ajustement structurel dans le secteur agricole au plan national.

La seconde partie, consacrée au développement agricole et rural au plan local, sera illustrée par le cas particulier de la wilaya de Béjaïa qui, comme nous l'avons déjà noté, se classe déjà parmi les wilayates et régions du pays qui tentent de s'ouvrir sur l'extérieur par la promotion d'échanges de produits mais aussi par la mise en place d'un partenariat dans le domaine de la production avec des sociétés étrangères.

Alors que la première partie s'appuiera sur la bibliographie et les travaux déjà réalisés sur la réforme de l'économie nationale, la seconde partie quant à elle est une étude de terrain. Elle s'appuiera sur deux sources de données essentiellement. Celles recueillies auprès des administrations locales (wilaya, dairate, communes) et celles recueillies au moyen de questionnaires auprès des différents opérateurs et acteurs de la société rurale.

TRANSFORMATION DE L'ESPACE RURAL ET ÉMERGENCE DE NOUVEAUX ACTEURS

*Mohamed MAHDI et Mohamed AMAR
Ecole Nationale d'Agriculture/Meknès*

La recherche que nous nous proposons d'effectuer porte sur l'organisation des producteurs dans le cadre des coopératives agricoles. Nous postulons que ces cadres d'organisation sociale et des producteurs peuvent constituer un champ d'observation du type de réponse des acteurs locaux aux changements survenus dans l'environnement social, politique et économique, depuis le début des années quatre vingt.

En effet, la politique d'ajustement structurel, mise en place au Maroc depuis ces années, comporte des mesures visant le désengagement de l'Etat au profit du secteur privé. Les discours politiques précisent que ce désengagement se fera d'une part au profit des associations professionnelles "qui restent l'une des solutions privilégiées pour constituer un relais entre les organismes étatiques et les producteurs et pour prendre en charge une partie importante de responsabilité dans le développement du secteur" et d'autre part au profit des coopératives agricoles qui lorsqu'elles sont constituées sur des bases saines, sont un instrument privilégié de développement(...) agricole et rural"¹.

La nouvelle stratégie d'intervention de l'Etat en milieu rural aménage une place de première ordre à l'encouragement de l'organisation professionnelle. Pour concrétiser cette politique, l'Etat a mis au point des instruments de mise en oeuvre sous forme de mesures d'incitation à la création de coopératives dans le cadre de projet de développement des parcours, la dynamisation des chambres d'agriculture ou d'appui aux associations de développement communautaire. Sur le terrain, cette politique et ses instruments de mise en oeuvre se traduisent par l'émergence de nouveaux acteurs encouragés à jouer un rôle important dans le développement agricole et rural.

Cette recherche s'inscrit donc dans le contexte général de mondialisation et de sa traduction dans le cadre de la politique agricole nationale. Son objectif est d'appréhender quelques uns des effets de la mondialisation et des politiques agricoles sur les transformations de l'espace et de la société rurale, à partir d'une recherche très localisée portant sur les nouvelles formes d'organisation sociales et des producteurs. Les effets des nouvelles approches étatiques en matière du développement agricole et rural sur la transformation de l'espace rural seront ainsi illustrés à partir des résultats des recherches sur les stratégies d'acteurs (individuels ou collectifs) organisés, en réponse aux nouvelles orientations des politiques de développement.

Les stratégies des nouveaux acteurs, individuels et collectifs, organisés en coopérative constitue la problématique centrale de la recherche.

Elle sera traitée à partir d'une approche comparative qui privilégiera des données collectées à l'aide d'instruments variés (questionnaire, entretien) dans deux terrains différents et assez contrastés et portant sur deux grands types de coopératives : les coopératives pastorales et les coopératives de service.

Cette étude permettra d'apporter les premiers éléments de vérification des deux hypothèses de travail complémentaires :

¹ Ministère de l'agriculture : "Elément pour une stratégie de développement rural". Rabat, non daté, p. 4.

La première hypothèse a trait au type d'articulation existant entre ces formes modernes d'organisation souvent initiées par les services d'encadrement de l'Etat et les formes d'organisation sociale communément appelées traditionnelles.

La question sous-jacente à cette première hypothèse est de savoir si ces nouveaux cadres organisationnels prennent appui sur les structures traditionnelles locales pour atteindre soit les objectifs qui leur sont assignés par l'Etat, soit des objectifs propres à des catégories d'adhérents, ici désignés comme des acteurs locaux ?

La deuxième hypothèse, complémentaire et intimement liée à la première, a trait aux nouveaux types de rapports sociaux engendrés par l'organisation des coopératives.

La question sous-jacente à cette hypothèse est de savoir si les coopératives ne contribuent pas à forger de nouveaux statuts sociaux (et lesquels) ou à consolider des statuts sociaux anciens (leader jouant le rôle de médiation avec l'Etat notamment). La coopérative ne serait alors qu'un lieu d'expression de nouvelles formes de hiérarchies contribuant ainsi à accentuer les inégalités sociales ?

Méthodologie

Cette recherche va appuyer des recherches en cours et exploitera celles effectuées sur les organisations professionnelles.

S'inscrivant dans la même continuité, la présente recherche tentera de :

- Réactualiser et exploiter les données existantes en la matière
- Mener des enquêtes standardisées sur un échantillon représentatif des différentes formes d'organisation : les coopératives agricoles et les coopératives pastorales.
- Réaliser des entretiens avec différentes catégories d'agriculteurs, des informateurs privilégiés et des hommes ressources.

Le travail de terrain sera conduit dans deux régions du Maroc où ces formes d'organisation existent.

* La région d'*Errachidia*, au sud-est du Maroc pour les coopératives pastorales

* La région de *Meknès, Fès, Sefrou* pour les autres coopératives

Des étudiants de l'Ecole Nationale d'Agriculture seront, dans la mesure du possible, associés à ces travaux d'enquête, soit dans le cadre de leur stage et mémoire de fin d'étude, soit à titre d'enquêteurs recrutés à cet effet.

Résultats globaux attendus

- Contribuer à l'élaboration d'indicateurs fiables à même de mesurer les effets de la mondialisation sur l'espace local.
- Disposer de données actuelles et inédites à une meilleure compréhension de l'articulation entre le global, le national et le local
- Rendre plus intelligibles les stratégies développées par les acteurs locaux.
- Disposer des premiers éléments d'évaluation des nouvelles politiques et leur impact sur les transformations de l'espace rural.

Plan de travail

Le travail sera programmé pour l'année académique 1998-1999 : il débutera au mois de septembre 1998 et prendra fin au mois de juin 1999. Un rapport intermédiaire sera rédigé pour le mois de décembre.

- Travail documentaire et bibliographique.
- Elaboration des outils d'enquêtes

- Pré-enquête
- Enquêtes
- Saisie et traitement des données
- Analyse
- Rédaction d'article

Chercheurs associés

- Mohamed Mahdi, professeur et sociologue rural à l'Ecole Nationale d'Agriculture/Meknès
- Mohamed Amar, maître de conférences et socio-économiste à l'Ecole Nationale d'Agriculture/Meknès

MONDIALISATION ET SOCIÉTÉ RURALE JORDANIENNE

*Equipe coordonnée par
Mohamed Fai ez TARAWNAH
Université de Yarmuk*

Introduction

Il est devenu acquis que le monde est entré dans une nouvelle phase de son développement historique qui se caractérise par la mondialisation. Celle-ci est un ensemble complexe d'événements qui traduisent l'accélération des flux de marchandises, de personnes et de capitaux, mais aussi de différentes technologies, de la communication, des représentations et du savoir à travers les frontières nationales.

La dynamique que nous venons de rappeler a induit et induit encore des transformations économiques, sociales et politiques différentes selon chaque société et sa culture. C'est pour cela que la mondialisation malgré son caractère global, n'aura pas partout le même effet, cela même à l'intérieur d'une société. Ceci nous conduit à considérer que la compréhension de l'impact de la mondialisation sur la société rurale jordanienne peut être saisi à travers des études de cas, comme se propose de le faire le projet que nous présentons ci-dessous.

L'étude que nous proposons comportera deux volets parmi ceux qui ont été retenus dans la présentation du projet de recherche MOST/IRMC, le premier concerne les modifications des fonctions de l'Etat, du rôle et du mode d'intervention des institutions étatiques présentes en milieu rural et le développement de nouvelles formes d'organisation ou d'intervention constitutives d'une nouvelle société civile ; deuxièmement, l'impact des nouvelles organisations de la société civile sur le développement de nouvelles formes d'organisation telle que les organisations professionnelles intervenant sur le marché national et international et les organisations communautaires dans le domaine de la production animale et de la commercialisation.

Problématique de recherche

Nous allons essayer à travers cette recherche de mettre en relation les mutations dans les fonctions et les modes d'intervention des institutions en charge du développement rural avec les transformations et la dynamique que connaissent certains systèmes de production agricole dans différentes régions de la Jordanie (dans les régions centrales : agriculture irriguée, dans le nord : agriculture en sec et dans le sud : petits métiers et pastoralisme), en mettant l'accent sur l'organisation du travail dans les différents modes de productions.

Il est avéré que le monde rural jordanien a connu de profondes transformations concernant les organisations intervenant dans différents domaines du développement rural. Il s'agit en premier lieu du rétrécissement du champ d'intervention des institutions étatiques ou para-étatiques, allant jusqu'à l'arrêt complet de leurs activités. Parmi ces institutions on peut citer les associations mutuelles (pour les intrants ou pour la commercialisation) qui étaient jusque là subventionnées par l'Etat, les caisses de crédit agricoles. En second lieu il y a eu un changement dans la nature du rôle des institutions étatiques : le Ministère de l'Agriculture, par exemple, a vu le relâchement de ses liens avec le Ministère de la planification. Ce qui s'est traduit par l'absence d'un plan global pour la fixation du niveau des différentes productions à ensemercer, comme c'était le cas en Jordanie auparavant (ce qui était connu sous le nom de "modèle agricole"). De même, ont disparu les soutiens aux prix de tous les produits agricoles suite aux accords de commerce international. De ce fait, le rôle du Ministère de l'Agriculture s'est limité à attirer les capitaux extérieurs et à faciliter l'accès aux investissements étrangers.

L'ensemble de ces mutations a laissé les agriculteurs face aux risques des aléas et à ceux des variations économiques brusques qui interviennent aux plans national et international. Ce qui s'est traduit, pour la majorité d'entre eux, par une régression du niveau de vie. En retour, des mécanismes nouveaux ont été rapidement mis en place quant aux modes d'organisation à différents niveaux ; celui du village, celui de la tribu ou de la région. On peut citer quelques exemples :

L'organisation communautaire basée sur les liens de parenté en ce qui concerne le foncier (sous forme de propriété, de location ou d'association), en ce qui concerne la production (végétale et animale) et la commercialisation (notamment pour les produits animaux).

Les organisations à but non lucratif gérées par des nationaux ou par des étrangers et qui sont connues sous le terme d'ONG. Ces organisations dont le nombre dépasse en Jordanie les 650 organisations, interviennent dans le soutien et l'encadrement de la population (notamment pour les activités qui concernent exclusivement les femmes). Elles leur fournissent des moyens financiers, leur facilitent l'accès aux technologies de transformation, les aident à organiser la commercialisation de leur production, dans le village ou à l'intérieur de la tribu.

Cette recherche a pour objectif d'analyser le processus de mutation au niveau national et au niveau local :

1 - Au niveau national, nous insisterons sur le rôle des institutions étatiques et leurs engagements régionaux et internationaux (programme d'ajustement structurel, accord du GATT, etc.) et les effets de ces engagements sur les stratégies des producteurs et des agriculteurs, notamment à travers l'émergence des organisations de développement alternatives (les mutuelles locales et les ONGs). Puis nous observerons les transformations du rôle des institutions étatiques pendant les années 1990 et les résultats de ces mutations.

2 - Au niveau local, nous porterons notre attention sur des groupements de producteurs bien déterminés. Le premier groupement étudié se trouve à *Asara* situé dans le Nord de la Jordanie. Dans ce village, les habitants pratiquent une agriculture traditionnelle intégrée (grandes cultures conduites traditionnellement avec l'élevage ovin et bovin auquel ils accordent une grande attention). Ils se sont organisés, après le désengagement de l'Etat du soutien des prix des céréales et des aliments pour bétail, en se regroupant pour la production et pour la commercialisation contrairement à ce qui se faisait avant. Le second groupement étudié se situe dans le village de *Sowima* (situé dans les *Aghouar* jordaniens) où les agriculteurs pratiquaient des cultures maraîchères avec des technologies modernes, mais sont devenus au cours des dernières années des ouvriers journaliers sur les terres qui leur appartenaient. Ceci a duré jusqu'à l'arrivée dans le village de certaines ONGs qui ont mis en place des projets de développement local.

Ces projets ont été alors une source de revenu pour les villageois notamment à travers l'élevage ovin. Le troisième groupement retenu est celui de la tribu des *Banou Hamida* (dans le Sud de la Jordanie) où depuis quelques années des associations officielles à but non lucratif cherchent à changer les activités féminines à caractère agro-pastoral en des activités professionnelles intégrées au marché.

L'analyse de ces organisations sera de type qualitatif avec une approche socio-anthropologique.

Le programme de travail

Le travail de recherche est divisé en trois étapes :

Première étape :

L'analyse quantitative des politiques des institutions étatiques (et autres institutions intervenant en milieu rural) et leurs effets sur les systèmes de production et sur l'organisation du travail. Nous consacrerons une partie de l'étude aux nouvelles stratégies de développement rural en Jordanie . Ceci devrait nous permettre d'introduire et de cadrer l'ensemble du travail.

Seconde étape :

La collecte des informations et des données anthropologiques relatives aux terrains. Ainsi, à travers l'observation directe et les entretiens semi-directifs (ou encore selon des questionnaires ouverts ou fermés) seront analysés les effets au quotidien des politiques des institutions (anciennes ou nouvelles) sur les conditions

de vie des paysans et des cultivateurs (sur le plan économique ou social), ainsi que la perception qu'ils ont des changements, du fait de la mondialisation.

Troisième étape :

L'analyse des données de l'enquête et leur mise en forme conformément au cadre arrêté en commun en février 1997, à Tunis, lors du séminaire de lancement du Projet MOST/IRMC.

MONDIALISATION, AJUSTEMENT ET TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ RURALE TUNISIENNE : POUR UNE MEILLEURE GESTION DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET SPATIALES

L'équipe tunisienne, constituée autour du projet MOST/IRMC, a bénéficié d'un financement dans le cadre des Programmes Nationaux Mobilisateurs. Signé en juillet 1997, le projet de recherche **Mondialisation, ajustement et transformation de la société rurale tunisienne : pour une meilleure gestion des mutations économiques, sociales et spatiales** prévu pour une durée de trois ans, a pour objectifs :

- l'identification des mutations du contexte international et leurs incidences possibles sur l'économie agricole et sur la société rurale en Tunisie.
- l'identification des acteurs anciens et ceux qui émergent sur la scène et qui jouent un rôle dans les transformations de la société rurale ainsi que leurs stratégies.
- l'analyse des transformations des économies rurales du point de vue des systèmes productifs et des rapports sociaux de production.

La mondialisation : un nouveau contexte des relations internationales

La signature des accords du GATT, a accéléré le processus de mondialisation de l'économie et des échanges. Ce processus ne fait que s'approfondir par l'entrée en fonction de l'OMC. Il se traduit par des difficultés pour de nombreux pays à s'adapter au nouveau contexte et le risque d'exclusion de certains pays du champ de la compétition internationale avec des incidences très graves sur leurs économies.

Au niveau régional, les accords de libre-échange avec l'UE, peuvent être analysés comme un approfondissement du processus de la globalisation. Ils constituent d'un autre point de vue, une réponse à la libéralisation des échanges par la construction d'espaces économiques protégés ayant de plus grandes chances d'affronter les exigences de l'intégration dans l'économie mondiale.

Mondialisation et politique de développement agricole et rural

Le programme d'ajustement structurel a été une première forme de réponse à la nouvelle situation de l'économie mondiale. L'épuisement de la rente et le renchérissement du crédit international vont pousser à la recherche d'une plus grande insertion dans l'économie internationale par le biais de la croissance des exportations et de l'amélioration des conditions d'attraction de l'IDE.

Après les politiques d'ajustement structurel, le maître mot des responsables nationaux est la *mise à niveau*. C'est qu'en effet l'enjeu est de taille, puisque, sans cette opération, 60 à 70 % du tissu industriel est incapable de faire face à la concurrence des produits étrangers. L'opération de mise à niveau, soutenue par les partenaires européens, devrait permettre de ramener ce chiffre à 30 % seulement.

Sur le plan agricole et même si les produits agricoles ne sont pas, pour l'instant, concernés par les accords de libre-échange signés avec l'UE, la politique nationale d'ajustement structurel et de libéralisation a conduit à de profondes mutations du contexte de la production et à des transformations non moins profondes de la société rurale. Cela s'accompagne de l'abandon de la politique d'autosuffisance alimentaire et de l'adoption d'une politique sélective de sécurité alimentaire pour certains produits ainsi que de la promotion des exportations pour l'amélioration de la balance de paiement.

La poursuite de la politique de libéralisation des prix à la production et de l'élimination des subventions aux intrants traduit en définitive la volonté de substituer une politique d'encouragement à la politique de soutien des prix conduite jusque là.

Les acteurs sociaux et leurs stratégies

Les mutations que l'on peut dégager de l'analyse de la politique agricole semblent toutes se traduire par une moins forte intervention de l'État, du moins en ce qui concerne la production, l'organisation des circuits de commercialisation mais, aussi, la régulation des rapports salariaux etc.

Ce désengagement de l'État s'est traduit par une désorganisation des mécanismes de régulation et de négociation entre les différents acteurs des filières agro-alimentaires. Il devrait se traduire par ailleurs par une plus grande marge de manoeuvre pour les acteurs sociaux et la mise en place de nouvelles stratégies.

Au niveau individuel, familial ou des réseaux d'inter-connaissance et de solidarité les agriculteurs ont depuis toujours déployé des stratégies d'adaptation aux modifications du contexte dans lequel ils agissent. Toutefois, face au nouveau contexte national et international et à l'ampleur des mutations, ces stratégies sont-elles encore en mesure d'assurer la reproduction des structures en place ou sont-elles appelées à évoluer et les agriculteurs à inventer de nouvelles réponses ?

Les formes collectives peuvent contribuer à ce renouvellement. En effet, le désengagement de l'État devrait avoir comme contre poids le développement et l'émergence d'acteurs collectifs et institutionnels (la société civile). Ces organisations devraient pouvoir jouer un rôle de plus en plus important et crucial dans l'organisation de la régulation de la vie économique.

Dans le cadre des filières par exemple, le passage de prix administrés à une totale liberté des prix, comme la libéralisation de la collecte assurée jusque là par des sociétés étatiques devrait nécessairement se traduire par le renforcement du rôle des organisations professionnelles pour la négociation et d'organisations interprofessionnelles pour la régulation des rapports entre les différents intervenants et par la recombinaison des filières et des réseaux.

Quatre axes de recherche ont été retenus

Axe I : Mondialisation et rôle de l'État :

Il s'agit de faire le point sur le processus de mondialisation comme nouveau cadre d'analyse des transformations des relations internationales et de son impact sur l'environnement de l'économie nationale. Il s'agit par la même d'analyser le rôle et la fonction de l'État dans le nouvel environnement international de même que les nouveaux instruments de la politique agricole, celle de développement rural, voire d'aménagement du territoire.

Axe II - Stratégies des acteurs :

Il s'agit d'identifier les acteurs intervenant dans le monde rural et d'analyser leurs stratégies face à la nouvelle donne que constitue la politique de l'État dans le cadre de la mondialisation.

En plus du cadrage théorique et conceptuel concernant les stratégies des acteurs et leur articulation avec les éléments factuels de la mondialisation, des travaux de terrain ont été mis en place. Il s'agit du comportement des agriculteurs dans certaines zones particulières (périmètres irrigués, zones périurbaines) ou appartenant à des filières particulières (huile d'olive, lait), face aux modifications de leur environnement suite au processus de mondialisation des économies et des échanges.

Axe III - Organisations paysannes et professionnelles :

la mondialisation et son corollaire, le désengagement de l'État, devraient faire apparaître un espace de liberté pour des stratégies plus actives des acteurs et notamment les acteurs organisés, soit avec des formes traditionnelles ou sous des formes modernes. Il s'agit pour cet axe de faire le point sur le rôle de ces organisations dans la gestion des mutations de l'environnement des exploitations. Dans ce sens plusieurs formes d'organisation, dont le nombre connaît une forte croissance méritent d'être étudiées, notamment dans leur relation avec les agriculteurs et les pouvoirs publics, mais aussi sur le plan organisationnel et économique.

Axe IV - Systèmes agraires, dynamique régionale et régulation des filières :

la confrontation de l'ensemble des stratégies peut bien s'observer au niveau de ces sous-systèmes. Ainsi, par exemple, les systèmes agraires qui traduisent la gestion de l'espace par une communauté, permettent-ils d'exprimer assez bien l'articulation des stratégies de groupe avec les contraintes du milieu et les politiques de l'État. Par contre l'analyse des mécanismes de régulation des filières dans le contexte de désengagement de l'État permet de mieux saisir le rôle des organisations professionnelles dans la gestion des mutations de l'environnement des exploitations.

MONDIALISATION ET SOCIÉTÉS RURALES EN MÉDITERRANÉE

Etat, société civile et stratégies des acteurs

Séminaire international

Tunis les 18,19,20 novembre 1999

Sous le terme de mondialisation sont regroupés généralement tous les processus à l'œuvre qui concernent les relations internationales (globalisation financière, expansion de la logique du capital, généralisation des lois du marché, dérégulation, etc.), ceux qui affectent le rôle et les fonctions de l'Etat dans le cadre national (contrôle monétaire, contrôle de l'espace de communication, régulation du rapport salarial, etc.) et enfin ceux qui sont à l'œuvre au niveau local et qui mettent en jeu des acteurs individuels ou des acteurs regroupés dans un cadre plus ou moins organisé.

Schématiquement on assisterait tout à la fois à l'émergence de dispositifs supra-étatiques (ensembles régionaux, organisations mondiales du commerce, réseaux transnationaux,...), à la redéfinition du rôle de l'Etat et à l'apparition, à l'échelle locale, de nouvelles formes d'inventions sociales.

La société rurale n'est pas à l'abri de tels bouleversements du fait du changement des politiques agricoles et de développement rural, de celles d'aménagement du territoire ou encore des mutations du cadre institutionnel qu'implique le réajustement des politiques nationales face à la mondialisation.

Le projet MOST/IRMC s'est fixé comme objectif l'analyse comparée des mutations que connaissent les sociétés rurales dans les différents pays de la région méditerranéenne sous l'effet de la mondialisation. L'organisation d'un séminaire international a pour finalité la mise en commun des résultats des recherches entreprises dans ce cadre.

Problématique

L'économie mondiale semble être entrée depuis le milieu des années 1970, dans une phase de grande turbulence. Toutefois, replacés sur une longue période, ces changements semblent plutôt correspondre à une évolution prévisible dans la nature même du capitalisme qui tend à soumettre les espaces nationaux à sa logique.

Cependant la phase actuelle, même si elle rappelle par certains côtés des périodes historiques plus ou moins lointaines, s'accompagne de mutations profondes qui touchent les sphères internationales, nationales et locales.

À la différence de l'internationalisation, la mondialisation ne procède pas seulement de l'intensification des échanges dans le cadre d'une complémentarité qui respecterait les souverainetés étatiques entre espaces nationaux, mais plutôt d'une intégration de l'ensemble dans une logique *de mise en concurrence des territoires*, transcendant en cela l'autorité des Etats-Nations.

L'accélération du processus d'intégration a été rendu possible par la révolution des communications qui s'est traduite par une extrême mobilité de l'information, des images et des capitaux, rendant *désuète, dans nombre de domaines, la notion de frontière ou de territoire*. Elle a été favorisée par la crise d'endettement des pays du Sud, par l'éclatement du bloc de l'Est et par l'émergence des NPI.

Les accords du GATT et la création de l'OMC sont venus renforcer, approfondir et donner un cadre institutionnel aux orientations déjà contenues dans les PAS. Ils confèrent en plus une portée internationale à des dispositifs qui, jusque là, étaient circonscrits dans les espaces nationaux.

Les effets de la mondialisation sont perceptibles à toutes les échelles. Ainsi au niveau régional, la création d'ensembles économiques et de zones de libre échange peut être interprétée comme procédant du phénomène de la mondialisation par le renforcement du rôle de la triade constituée autour des trois pôles de croissance que sont l'Europe, le Japon et les Etats Unis. Elle peut être aussi vue comme une réponse à la mondialisation par ajustement de l'espace de régulation politique à l'espace économique.

Au niveau national, la globalisation financière et l'autonomisation des marchés financiers ainsi que le rôle de plus en plus important des IDE dans le financement de la croissance ont entraîné une modification du rôle de l'Etat. Celui-ci a en effet perdu le contrôle des fondements même de la croissance (niveau d'investissement en relation avec l'épargne nationale) et cherche à attirer les investisseurs étrangers en maintenant *l'avantage concurrentiel de son territoire*. Ceci peut entraîner un risque de surenchère sans fin entre les Etats pour attirer les capitaux étrangers y compris au détriment des firmes locales et des salariés. Une seconde stratégie passe par la création d'un environnement favorable à l'investissement (réseau de communication, infrastructure de transport etc.) et la formation du capital humain; ce qui nécessite des moyens et une politique privilégiant le long terme sur le court terme.

Or dans le cadre des politiques d'ajustement structurel avec le conseil des instances financières internationales, les modèles de développement suivis par les pays du Sud et dans lesquels les Etats jouaient un rôle important ont été remis en cause. La plupart de ces pays ont alors adopté une politique de croissance tirée par l'exportation en donnant un rôle important au secteur privé et aux IDE.

Pourtant, loin de disparaître, l'Etat semble être de plus en plus nécessaire comme instance de régulation. Il est en effet de plus en plus sollicité à la fois par les instances internationales comme relais pour la mise en oeuvre des décisions prises à l'échelle globale, de même que par les acteurs comme instance de régulation et d'arbitrage entre les différents groupes sociaux.

A l'échelle locale, l'affaiblissement des moyens d'intervention de l'Etat dans le cadre national s'est traduit par une politique volontariste de décentralisation et d'augmentation du pouvoir des acteurs locaux , ce qui a abouti à de nouveaux rapports entre ceux-ci et l'Etat. En effet, dans cette nouvelle configuration, les acteurs locaux cherchent à compenser la perte de la protection assurée jusque là par l'appareil de l'Etat, par la réactivation de solidarités anciennes ou par l'émergence de nouvelles formes de solidarité.

Mondialisation, société civile et stratégies des acteurs en milieu rural

La mondialisation par l'effacement des frontières, le repositionnement des Etats et la redéfinition de leurs stratégies d'action, se traduit, notamment dans les pays du Sud, par une profonde mutation des instances de régulation et par l'émergence avec force de nouveaux acteurs notamment dans le champ du développement agricole et rural.

Ainsi on peut relever des formes diverses d'organisations intervenant dans l'encadrement des producteurs et pour le développement rural:

Il s'agit de l'émergence d'ONGs locales souvent impulsées par l'Etat et qui ont pour rôle de prendre la relève des structures étatiques démantelées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel.

Il peut y avoir aussi une intervention directe d'ONGs internationales ou nationales qui jouent le rôle d'appui et d'encadrement des populations rurales.

Parallèlement, on observe une réactivation des structures sociales locales basées sur des appartenances ethniques ou tribales, qui peuvent prendre des formes modernes de réseaux d'interconnaissances ayant des ramifications nationales, voire internationales.

Ces structures nouvelles peuvent être mises à contribution dans le cadre d'une forme nouvelle de coopération mise en place de manière décentralisée. Elle peut prendre la forme de projets mettant en relation directe des opérateurs privés (organisations professionnelles, associations de développement etc.) des deux rives de la Méditerranée et qui ont des actions au niveau local.

Si ces nouvelles formes d'organisation sociale et de développement sont observables dans la plupart des pays du pourtour méditerranéen, le débat porte sur leurs significations. Constituent-elles une réponse à la mondialisation et à l'affaiblissement de l'Etat ? Ou visent-elles au contraire une nouvelle forme de redéploiement de l'autorité de celui-ci ?

Ces stratégies collectives sont d'autre part associées à des stratégies individuelles ou familiales qui s'articulent autour de l'affectation de la main d'œuvre familiale, de la diversification des sources de revenu et de la mobilité des individus sur des espaces plus ou moins large. Elle se traduisent par des choix au niveau des systèmes de production ou de l'affectation de la production à l'autoconsommation ou au marché.

* *
*

Le séminaire

Même s'il semble se dégager à travers la littérature un consensus sur la nature du processus en cours et sur les éléments de continuité avec les phases historiques de développement du capitalisme, l'analyse en terme de mondialisation pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponse notamment en ce qui concerne les effets sur la société rurale et sur les stratégies des acteurs.

Qu'il s'agisse des effets macro-économiques, sur les PIB ou sur l'emploi dans différents pays, ou qu'il s'agisse des effets méso-économiques sur le tissu économique et les systèmes productifs locaux ou encore des effets sur les configuration spatiales ou les formations sociales à différentes échelles, les évaluations ne font pas l'unanimité et certains aspects ne sont tout simplement pas étudiés.

Le séminaire a donc pour objectif de contribuer au débat sur la mondialisation et de donner un éclairage à la fois sur les mutations que connaissent les relations internationales et sur leurs répercussions qui touchent au plus profond les sociétés rurales des pays de la région méditerranéenne.

Parler de la mondialisation et de ses effets sur un espace ou une société donnée devrait être conçu à travers une démarche globale et systémique qui montre les relations entre les différentes sphères ou échelles de prise de décision (ou de régulation). Pour cela deux axes sont proposés à la réflexion : le premier porte sur la signification de la mondialisation au regard des pays de la région et de leurs sociétés rurales; le second sur le rôle de la société civile dans la gestion des mutations au niveau local.

La mondialisation au regard des pays de la région et des sociétés rurales :

nous avons vu plus haut que la signification même de la mondialisation ne fait pas l'unanimité, de même que ses effets au niveau national ou local restent encore mal identifiés. Ainsi si l'on peut décrire le contenu de la mondialisation en termes de flux financiers de biens et de services ou en termes de paysage audiovisuel, par contre, les choix des pays quant aux stratégies d'intégration à l'économie mondiale (adhésion à une zone régionale, mise en œuvre de politiques plus libérales, etc...) et les implications des divers accords de libre échange (GATT puis OMC) restent différents d'un pays à l'autre ou sont plus ou moins appréciés.

Les contributions dans cet axe peuvent donc porter sur la mondialisation en tant que nouveau cadre des relations internationales, sur les changements des flux notamment ceux des produits agricoles. Elles peuvent porter aussi sur les effets des différentes formes d'accord ou d'associations (GATT, ZLE entre l'UE et les PTM, etc.) de même que sur les dispositifs qui sont mis en place en réponse à ces mutations au niveau national et au niveau des groupes sociaux et des acteurs.

Le rôle de la société civile dans la gestion des mutations au niveau local :

on peut faire différentes lectures des mutations que connaît le monde rural dans les différents pays. Elles sont à la fois le résultat de dynamiques internes aux sociétés rurales et le résultat des politiques nationales et des choix faits dans le cadre de stratégies de développement des pays en question. Il nous semble qu'elles relèvent

également d'une interaction entre les changements observés à différentes échelles et des ajustements qui s'opèrent à chaque niveau afin de faire face aux mutations.

Ainsi, ce que l'on observe au niveau local est la résultante de choix faits au niveau national, c'est aussi le résultat d'une intrusion directe de la dynamique dont le moteur se situe en dehors du cadre national, c'est enfin la synthèse d'une réponse de la société rurale et des acteurs locaux à l'ensemble de ces événements.

La mondialisation, en modifiant à la fois le cadre des relations internationales, celui de l'intervention de l'Etat et en mettant en prise directe les acteurs locaux avec des événements dont le centre de décision se situe à des niveaux supérieurs, rend ce type de lecture plus pertinent et plus porteur.

Les contributions peuvent porter sur les points suivants:

- Nouvelles interprétations du développement et mutations des instances de développement ;
- Modification des relations de l'Etat avec les différents acteurs sociaux sur le terrain ;
- Les ONGs, relais de l'Etat, expressions de la société civile ou médiateurs autonomes ;
- Les stratégies des acteurs : forme de la mobilisation de la force de travail et choix des systèmes de production (pluriactivité, reconversion des systèmes de productions, etc...) ;
- Formes d'organisation et nouvelles pratiques des acteurs en milieu rural

Mise en place du séminaire

Echéancier, calendrier

- Janvier 1999 : envoi de l'appel à contribution
- Mars 1999 : réception des propositions de communication (avec résumé)
- Avril 1999 : réponse aux propositions
- Octobre 1999 : réception des contributions
- Novembre 1999 : tenue du séminaire (18,19,20 novembre)

Modalités de participation :

La participation est ouverte prioritairement aux membres du réseau constitué autour du projet IRMC/MOST, mais elle sera également ouverte à d'autres participants pouvant apporter des éclairages intéressants sur les questions proposées au débat.

SOCIÉTÉS RURALES ET MONDIALISATION DANS LES PAYS MÉDITERRANÉENS

Rencontre Jeunes Chercheurs organisée dans le cadre du projet MOST/IRMC

L'organisation de cette rencontre reste tributaire de l'obtention d'un financement spécifique

Le Thème

La rencontre de jeunes chercheurs que l'IRMC organise dans le cadre du programme MOST, à Tunis en novembre 1999, aura pour thème les effets de la mondialisation sur les dynamiques à l'œuvre au sein des sociétés rurales des différents pays méditerranéens. Qu'elle soit comprise comme une rupture avec les évolutions passées ou comme un simple approfondissement de processus antérieurs de recomposition, la mondialisation affecte l'ensemble des sociétés. Son impact diffère, cependant, selon qu'elles se situent au nord ou au sud de la Méditerranée, et à l'intérieur de chacune d'entre elles. La société rurale n'échappe, ni à ces recompositions internes, ni à la redéfinition des relations qu'elle entretient avec la communauté nationale. Cela concerne, non seulement les systèmes productifs et les choix de production, mais aussi l'identité, dans ses aspects culturels et politiques, les liens aux terroirs comme la relation aux différents pouvoirs.

Les objectifs

Le programme MOST/IRMC dans lequel s'inscrit cette rencontre doctorale privilégie le comparatisme, grâce à l'observation des dynamiques des sociétés rurales des deux rives. Dans la même logique, l'organisation en ateliers devrait permettre à de jeunes chercheurs, originaires des différents pays méditerranéens, de confronter leurs approches et de partager leurs connaissances. Cette mise en commun des questionnements et des savoirs devrait leur permettre de valider ou de relativiser des hypothèses de travail et des observations pouvant relever du particularisme.

Les axes de réflexion porteront sur :

- Les formes d'émergence de la mondialisation, au regard des différents pays de la région ;
- Les modalités de la transformation des fonctions de l'Etat : dispositifs étatiques et société civile ;
- Les relations entre mondialisation et dynamiques des sociétés rurales : stratégies et pratiques des acteurs.

Modalités de travail

Organisée par l'IRMC dans le cadre du programme MOST, la rencontre se déroulera sous forme d'ateliers, organisés en trois séquences :

- Une première séance sera consacrée à la présentation et à la discussion par les participants de leurs projets en cours.

- Dans une deuxième étape, les participants répartis en groupes de travail feront le point sur les implications de la mondialisation à différentes échelles, en cherchant à mettre en évidence les interrelations entre les niveaux d'analyse et les interactions qui concernent les mutations en cours.

Enfin une mise en commun des résultats permettra aux participants de rendre compte des éléments de permanence et de diversité dans l'interaction des sociétés rurales avec le processus de mondialisation.

Ces séances de travail seront animées par des chercheurs universitaires participant au programme MOST/IRMC, ainsi que par les membres de son comité de pilotage.

Conditions de participation

Cette rencontre est ouverte aux doctorants inscrits dans une université des 13 pays participants au programme MOST/IRMC (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Palestine, Turquie, Albanie, Grèce, Italie, France, Espagne et Portugal).

Les candidats doivent préparer une thèse dont le sujet porte sur les transformations des sociétés rurales en relation avec les mutations que connaît leur environnement national et international.

La rencontre est ouverte aux différentes disciplines des sciences sociales et humaines.

Calendrier scientifique

→ 8 mai 1998 - Tunis

La filière de l'huile d'olive tunisienne face à la mondialisation, conférence-débat du groupe national Tunisie, organisée en collaboration avec l'Institut de l'Olivier

Intervention : **Jalloul JABBOU**, directeur commercial de l'Office National de l'Huile.

→ 21 mai 1998 - Rabat

Réunion des représentants des groupes nationaux sur la mise en place d'un doctorat méditerranéen par l'IAM de Montpellier. Ce doctorat, organisé autour de la problématique mise au point lors de séminaire de lancement des projets MOST/IRMC en février 1997, est coordonné par Pierre CAMPAGNE. Il regroupe une dizaine de doctorant venant de différents pays méditerranéen.

→ 19-20 octobre 1998 - Tunis

Communication, démocratie et mondialisation, conférence sur l'Espace méditerranéen organisé par l'IRMC et l'Institut français de Coopération (IFC), en collaboration avec le Centre Africain de Perfectionnement des Journalistes et des Communicateurs (CAPJC et l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI).

Intervention : **Dominique WOLTON**, Directeur de recherche au CNRS, Directeur du laboratoire Communication et Politique CNRS-Paris.

→ 4-5-6 novembre 1998 Tunis

Le chercheur et son terrain

Atelier jeunes chercheurs organisé par l'IRMC et l'Université de Tunis I, en collaboration avec la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH-Aix-en-Provence), et avec les soutiens du MENRT-Paris et de l'UNESCO. La contribution de l'UNESCO a autorisé la prise en charge des voyages de doctorants dont les recherches s'inscrivent dans la problématique du Programme MOST.

→ 16 décembre 1998 - Tunis

De l'ajustement politico-institutionnel au libre-échange, séminaire de l'IRMC Sciences sociales : configurations en reconstruction (thème : La mondialisation)

Intervention : **Azzam MAHJOUR**, Professeur d'économie à l'Université de Tunis

→ 22 janvier 1999 - Tunis

Globalisation et modes de gouvernement : vers la privatisation de l'État au Maghreb, séminaire de l'IRMC Sciences sociales : configurations en reconstruction (thème : La mondialisation)

Intervention : **Béatrice HIBOU**, Chargée de recherche au CNRS-Paris.

→ 5 février 1999 - Tunis

Restructurations agricoles et dynamiques de l'agriculture familiale : le point de vue des ménages : le cas de la région de Zaghuan, présentation de thèse (5) et réunion du groupe national MOST

Intervention : **Alia GANA**, Maître-assistante en sociologie à l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Mograne.

→ 17 mars 1999 - Tunis

Anthropologie et globalisation : quelques propositions pour le renouvellement des études comparatives, séminaire de l'IRMC Sciences sociales : configurations en reconstruction (thème : La mondialisation)

Intervention : **Susan OSSMAN**, Anthropologue, enseignante à l'Université américaine de Paris.

→ 23 avril 1999 - Tunis

Les effets de la nouvelle PAC en Europe et dans les pays au sud de la Méditerranée, conférence sur l'Espace méditerranéen organisé par l'IRMC et l'Institut français de Coopération (IFC)

Intervention : **Bertrand HERVIEU**, Directeur de recherche au CNRS-CEVIPOV, membre de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, conseiller du Ministre français de l'Agriculture.

Afin que notre réseau vive réellement, nous attendons vos observations et informations - colloques, activités de recherche, articles et publications - en rapport avec la mondialisation et les sociétés rurales méditerranéenne.